

**C.I.D 7<sup>ème</sup> promotion**  
**MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE**



**Géopolitique de l'Indonésie ou une dynamique d'unification face à une possible balkanisation de l'archipel.**

**C.I.D 7<sup>ème</sup> promotion**  
**MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE**

- 1. Géopolitique de l'Indonésie ou une dynamique d'unification face à une possible balkanisation de l'archipel.**
2. Lieutenant colonel PITIOT, christophe
3. 25 février 2000.
4. Division A.
5. Mémoire de géopolitique.
6. Suite à l'accession récente du Timor oriental à l'indépendance, on parle à nouveau de l'Indonésie en Occident. Ce pays qui semblait uni et prospère, est présenté aujourd'hui comme instable et au bord de l'explosion interne. Il est donc intéressant, à travers l'analyse géopolitique de l'archipel indonésien, d'essayer de comprendre le défi d'un pays dont la dynamique est essentiellement tournée vers l'unification face aux deux éléments déterminants que sont sa diversité et la nouvelle donne liée à la globalisation.
7. Mots clés : Indonésie, diversité, unité, balkanisation.

**« Le défi géopolitique de l'Indonésie, ou une dynamique essentiellement tournée vers l'unification, face à une possible balkanisation du pays ».**

**PLAN :**

**I) L'Indonésie, pays de l'extrême diversité.**

**Un monde à la géographie complexe.**

**Une mosaïque d'ethnies très différenciées.**

**Une diversité culturelle très marquée.**

**Des confessions multiples.**

**Une profusion de langues, dialectes et patois.**

**La quatrième population du monde inégalement répartie.**

**II) L'Indonésie et l'obsession de l'unité.**

**L'avènement de l'Etat-nation.**

**Le nationalisme comme première expression du souci de l'unité.**

**La paix confessionnelle comme garantie de l'unité de la nation.**

**Une organisation politique et un instrument militaire au service de l'unité.**

**L'unité territoriale selon une logique archipélagique.**

**L'unité intérieure par la transmigration.**

**III) Les risques d'une « balkanisation » de l'archipel.**

**Empire ou Etat-Nation ?**

**Des revendications plus affirmées.**

**Une remise en question de la société essentielle au maintien de l'unité.**

**Une organisation politique adaptée aux nouvelles aspirations.**

Le retour du Timor oriental et par conséquent de l'Indonésie sur le devant de la scène, a fait prendre conscience à la communauté internationale, avec une acuité marquée, de l'intérêt géostratégique de l'archipel indonésien lié à sa fragilité géopolitique interne. La réaction de l'ONU, qui s'était tue depuis plus de vingt-six ans, l'intervention d'une force internationale sous commandement australien, à laquelle la France participait, ont donné toute la mesure de l'importance que revêt aujourd'hui l'unité de l'Indonésie pour les nations occidentales. Mais cette unité est très fragile comme le prouve l'accession récente du Timor à l'indépendance.

Il est donc intéressant, à travers l'analyse géopolitique de l'archipel indonésien, d'essayer de comprendre le défi d'un pays, dont la dynamique est essentiellement tournée vers l'unification, face aux deux éléments déterminants que sont sa diversité et la nouvelle donne liée à la globalisation.

La maturation de ce jeune Etat n'est pas terminée. La nouvelle donne, qui se caractérise essentiellement par l'ouverture au monde extérieur et la démocratisation du régime, vient heurter une société traditionnelle très complexe, dont l'unité depuis l'indépendance a surtout été garantie par un régime autoritaire. Tous les éléments sont actuellement réunis pour que, à l'identique des Balkans en Europe, il y ait un éclatement de ce fragile équilibre que constitue l'archipel indonésien.

## I) L'Indonésie, pays de l'extrême diversité.

**L**a donnée première du monde indonésien est son cadre physique. Celui-ci détermine les fondements de ce pays constitué de peuples divers, mosaïque d'ethnies aux cultures, aux religions, aux langues et à la démographie variées. Si la ligne Wallace<sup>1</sup>, est la première grande ligne de fracture climatique et ethnique de l'Indonésie, il existe de nombreux autres particularismes qui structurent cette entité géographique et ajoutent à sa diversité. Cette diversité permet de dire que « avant d'être un Etat et une nation, l'Indonésie forme un vaste monde »<sup>2</sup>.

### Un monde à la géographie complexe.

**L**'Indonésie est avant tout le pays de la mer. Cette mer, ou ces mers, baignent les îles et structurent l'espace et les mentalités comme peuvent le faire aussi les caractéristiques physiques ou les climats.

La nature même du plus grand archipel du monde impose une réalité spatiale éclatée peu propice à une modélisation.

Le morcellement du territoire, qui est baigné par neuf mers et deux océans, est infini. L'Indonésie comprend 5 îles principales et pas moins de 35 groupes d'îles qui totalisent 17 508 îles et îlots dont environ 6000 sont inhabités. Ils sont éparpillés sur cinq mille kilomètres et cinq fuseaux horaires (la distance de Brest à Moscou ) d'ouest en est et sur 2000 kilomètres du nord au sud.

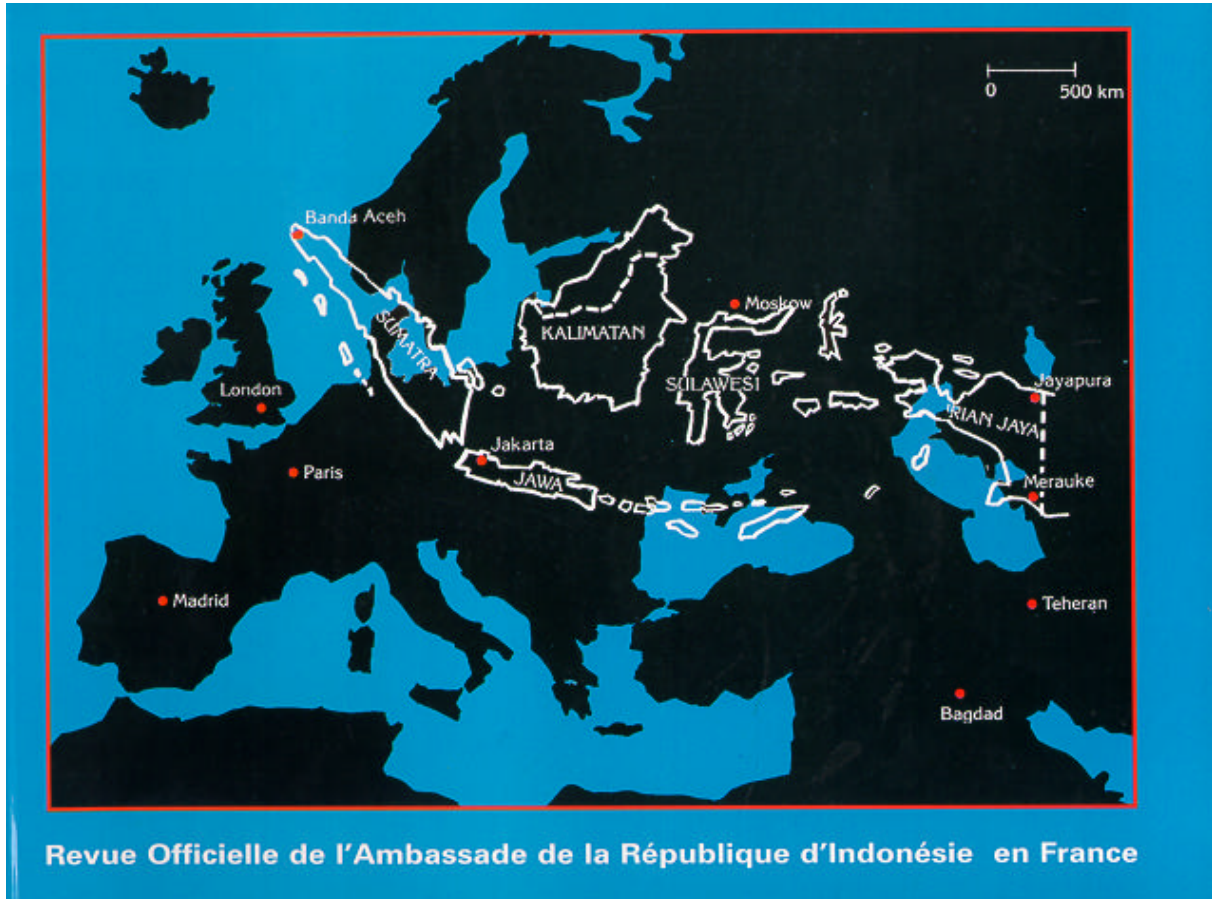
Sa superficie terrestre est de 1 919 000 kilomètres carrés (plus de trois fois et demie la France). La surface des eaux archipélagiques revendiquée par l'Indonésie, y

---

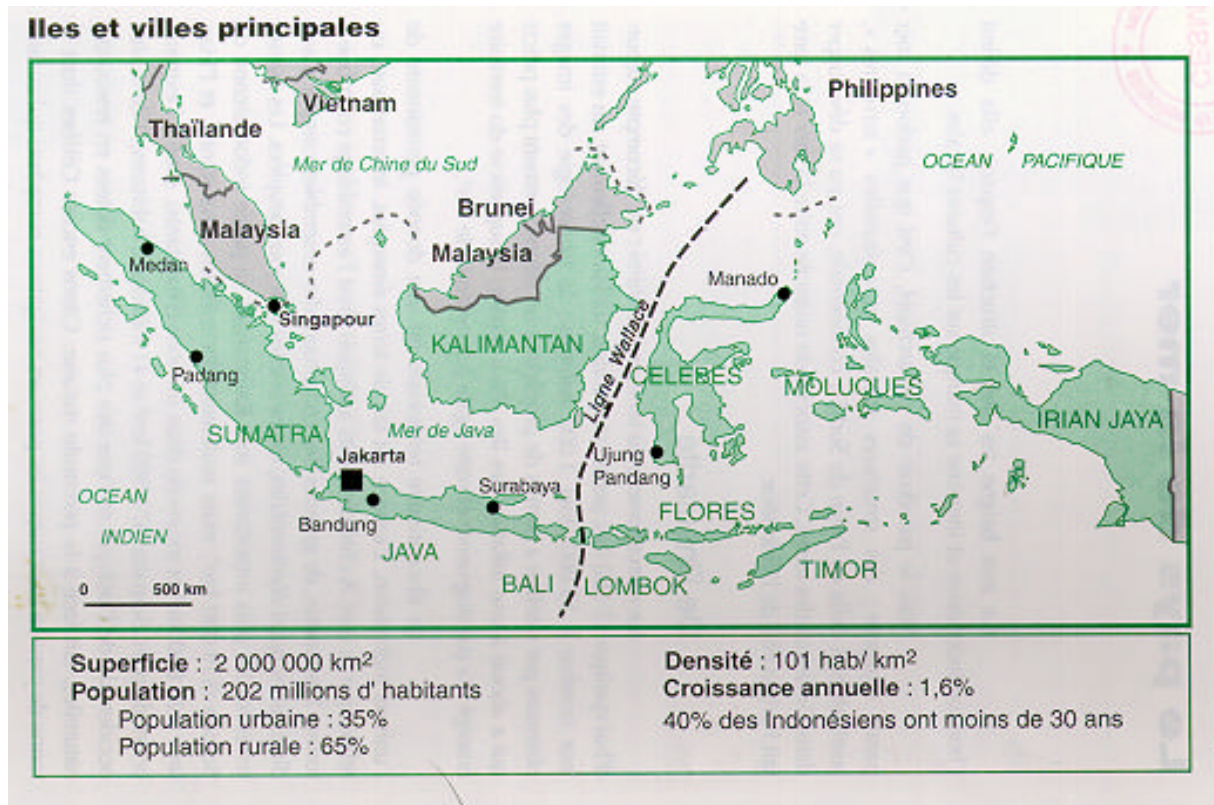
<sup>1</sup> Wallace. Voyageur anglais du XIXe siècle

<sup>2</sup> François RAILLON. *Indonésie la réinvention d'un archipel*.

compris sa zone économique exclusive, est de l'ordre de 7 900 000 kilomètres carrés.



La discontinuité territoriale est une donnée permanente de l'univers indonésien. L'espace est fait de terres émergées, interrompues ou reliées par la mer. A côté des petits archipels dont l'assemblage contribue à former l'Indonésie, de grandes îles constituent des ensembles compacts aux dimensions quasi continentales. Les masses terrestres les plus importantes sont, au Nord, Kalimantan, la partie indonésienne de Bornéo (539 000 km<sup>2</sup>). Pour la partie orientale, l'Irian Jaya (473 000 km<sup>2</sup>) à l'ouest de la Nouvelle-Guinée, la plus grande île du monde après le Groenland et l'Australie. Sumatra (473 000 km<sup>2</sup>) est l'île la plus occidentale de l'archipel et la plus richement dotée en ressources naturelles. Enfin, au cœur du système insulaire une île plus modeste, Java (132 000 km<sup>2</sup>), occupe une position privilégiée par son influence et par le fait qu'elle abrite plus de la moitié des 202 millions d'habitants de l'Indonésie.



Il faut cependant noter que ce mariage de la terre et de la mer est inscrit dans la mémoire collective de la plupart des indonésiens créant malgré cette diversité géographique un facteur profondément ancré qu'ils partagent en commun.

Les caractéristiques physiques de l'Indonésie sont encore une fois très diverses et impriment aussi leur marque sur les mentalités des différentes populations.

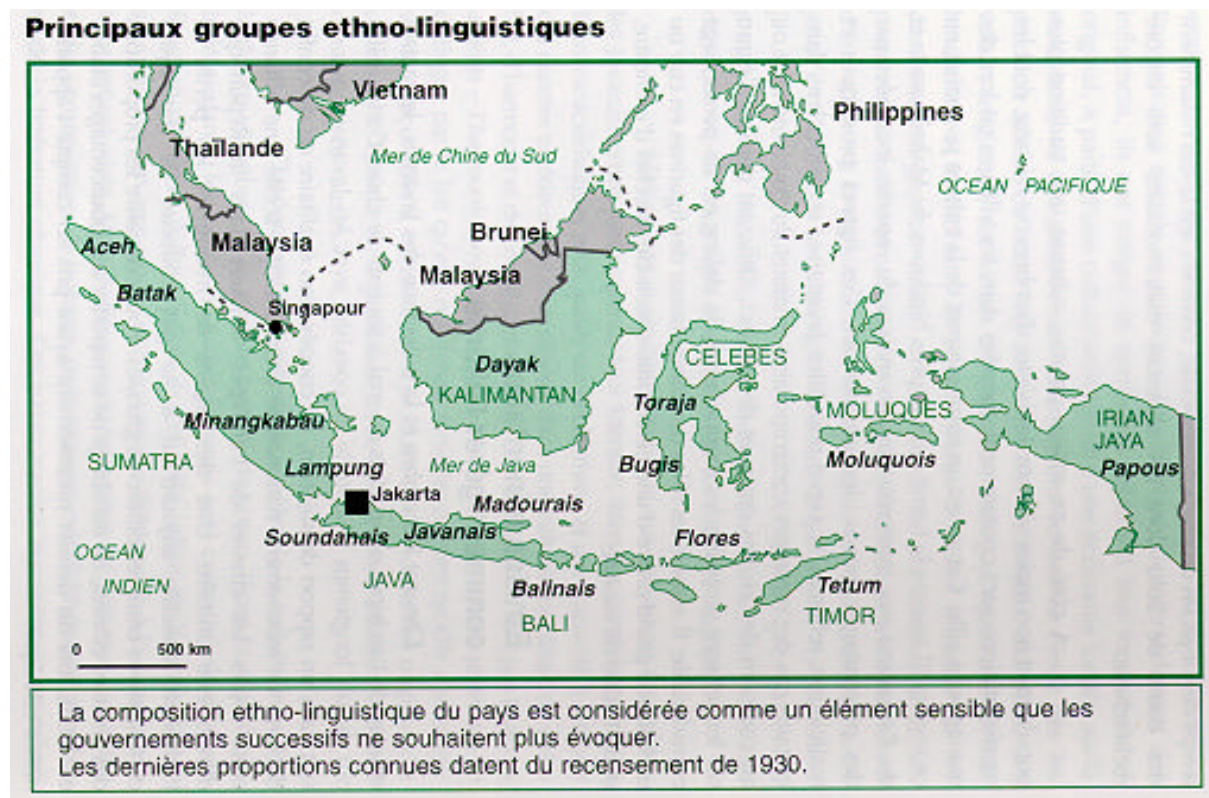
Tout d'abord la nature peu hospitalière, en raison de la forêt équatoriale dense, a créé des disparités de peuplement dans les différentes îles. Ainsi, les grands systèmes fluviaux de Kalimantan déployés autour du Kapuas et du Mahakam dessinent de grands espaces vides, à la différence des plaines de peuplement à Java ou à Sumatra, formées autour des estuaires et sur les littoraux. Ensuite les conditions climatiques sont très différentes entre les parties occidentales et orientales de l'archipel. Les seuls facteurs communs sont la température à peu près constante (28° celsius de moyenne), à l'est comme à l'ouest, et le régime des saisons qui alterne tous les six mois deux moussons, l'une sèche et l'autre humide. La différence essentielle réside dans le système pluvial qui affecte différemment les deux extrémités de l'Indonésie selon une ligne nord sud baptisée ligne de Wallace. À l'Est la saison des pluies est plus courte, et les tons bruns dominants du paysage s'opposent au vert des plantations et des rizières de l'Indonésie occidentale où l'eau

est très abondante. La faune, comme la flore, suit la bipartition climatique et le grand Est est marqué par la prédominance des espèces australiennes.

De même que l'étude de la géographie de l'Indonésie tend à qualifier cet espace si différencié de « monde », on peut de nouveau utiliser ce qualificatif quand on passe d'une réalité spatiale éclatée à une réalité humaine émiettée.

### Une mosaïque d'ethnies très différenciées.

**A** L'image de son morcellement territorial, l'Indonésie est peuplée de groupes ethniques multiples. Il est frappant de constater l'extrême fragmentation des implantations humaines sur un territoire aussi discontinu. Il n'existe aucune adéquation entre les îles et les peuples indonésiens. Dans certaines îles vivent plusieurs groupes ethniques, et certains de ceux-ci sont dispersés sur plusieurs îles. De même l'importance quantitative de chaque groupe ethnique est très diverse.



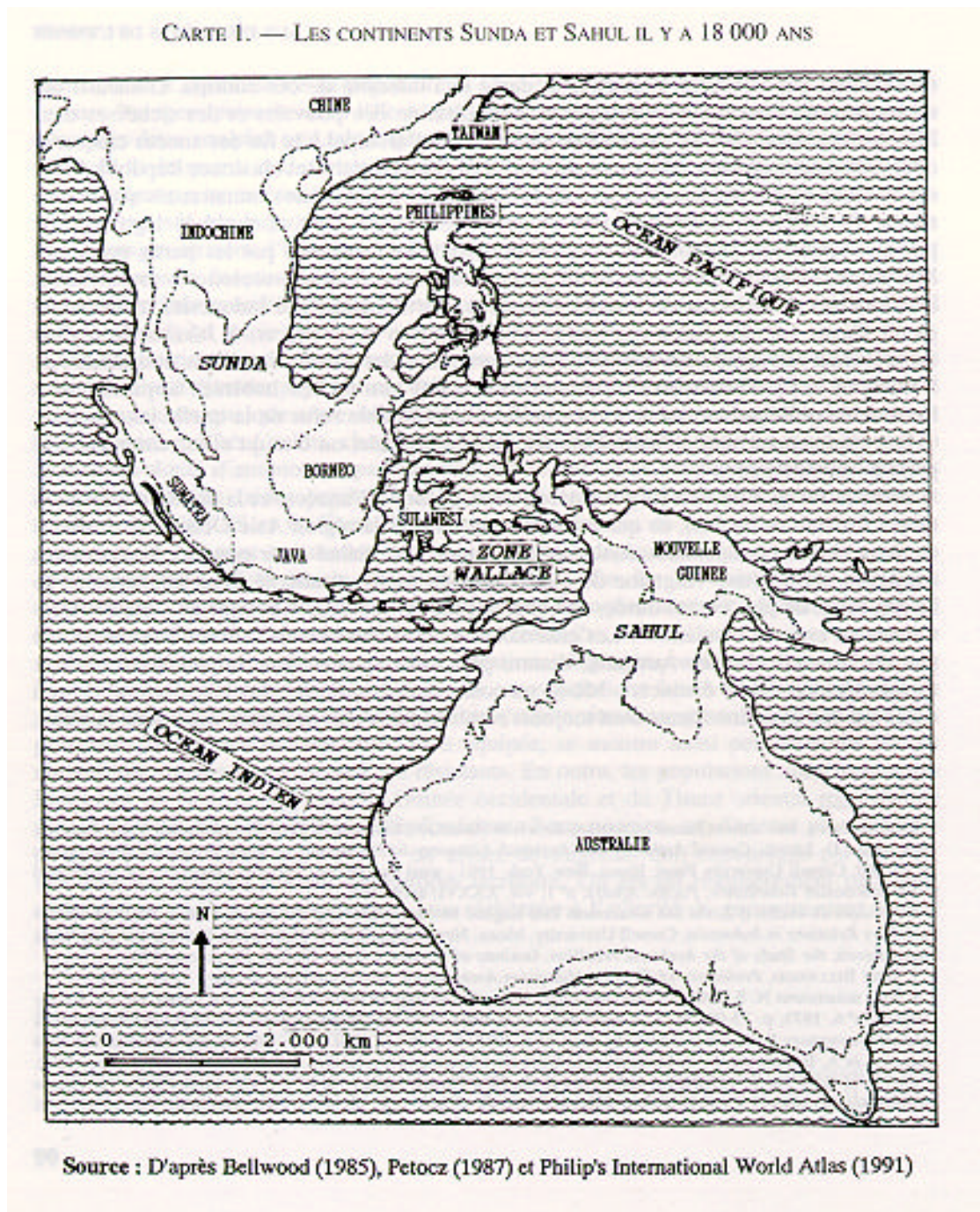
La population de l'Indonésie est composée de plus de 300 groupes ethniques, dont chacun parle sa propre langue, adhère à ses coutumes et traditions propres. Quels sont les traits physiques d'un Indonésien ? Il n'existe pas de caractères communs valables pour les habitants de cet immense archipel. Chaque fois que l'on essaie d'en établir la liste, un grand nombre ne correspondent pas aux traits physiques définis. La peau de l'Indonésien est-elle bien couleur chocolat ? Ce n'est pas le cas de beaucoup de sujets qui tendent plutôt vers le jaune ou, au contraire, vers le noir. L'Indonésien est-il de taille moyenne ? Il y en a beaucoup de petits et de grands. L'Indonésien a-t-il les cheveux ondulés ? On en rencontre beaucoup avec les cheveux raides ou, à l'inverse, avec les cheveux crépus. Les Indonésiens présentent de grandes différences physiques entre eux. Au sens ethnologique, il n'y a pas une Nation indonésienne mais des Nations. Bien avant la naissance de l'Indonésie en tant qu'Etat-nation, il en existait déjà plusieurs que l'on appelle aujourd'hui ethnies ou communautés régionales. L'explication de ce fait tient au partage des populations au début de l'ère chrétienne suivant l'ancienne ligne de séparation continentale Sahul-Sunda<sup>3</sup> avec, à l'ouest et majoritaires des Austronésiens<sup>4</sup>, et à l'est, les Mélanésiens<sup>5</sup>.

---

<sup>3</sup> Voir carte N°4.

<sup>4</sup> Populations originaires de chine méridionales fixées en Indonésie au 3<sup>ème</sup> millénaire avant notre ère.

<sup>5</sup> Population qui relèvent du Pacifique.



Mais les deux groupes ethniques les plus distincts sont reliés, d'ouest en est par un continuum de groupes humains ou peuples « intermédiaires » qui relèvent d'un mélange des deux.

Au morcellement des ethnies, il faut ajouter, pour être exhaustif, le poids relatif de chacune d'entre-elles, ce qui constitue une diversité supplémentaire.

Tout d'abord les Javanais (plus de 40% de la population), dont le berceau culturel est à Java-Est, sont le groupe le plus important mais aussi le plus influent en Indonésie. On trouve ensuite, à Java-Ouest, les Soundanais qui comptent environ

trente millions de membres. Viennent ensuite les Madourais (quinze millions de membres ) et de nombreuses autres ethnies comme les Balinais, les Minangkabau, les Bugis, les Dayak ou les Batak de Sumatra, qui comptent toutes moins de dix millions de membres. Viennent enfin les sino-indonésiens (3,5% de la population ) qui occupent une place à part car ils sont perçus comme un corps étranger.

A cette mosaïque d'ethnies, l'Indonésie associe un nombre important de cultures caractérisées par des croyances, des langages ou des comportements qui obéissent à des logiques géographiques, physiques ou historiques qui sont autant de paramètres qui ajoutent à la diversité de la réalité indonésienne.

### **Une diversité culturelle très marquée.**

**L'**Indonésie présente une diversité culturelle très grande. Le paradoxe de cet ensemble, baigné par les eaux, est que certaines structures sociales ou culturelles se sont développées selon un schéma terrestre où la mer semble absente.

En effet, malgré son caractère maritime, le pays comporte une dimension terrestre considérable. Ainsi, les modes de vie, les mentalités et les cultures diffèrent selon que l'on se trouve au bord de la mer ou à l'intérieur des terres. Il faut donc différencier les populations côtières tournées depuis longtemps vers le commerce et l'extérieur, des populations de l'intérieur plus spécialisées dans l'économie agricole et à l'organisation sociale sensiblement différente.

Sur le littoral des îles de l'archipel, se sont développées au cours des siècles de petites entités politiques et commerciales, très largement insérées dans les échanges régionaux et internationaux. Celles-ci étaient dirigées par de petits rajass ou sultans, et constituaient des lieux de transaction et de contact avec le reste du monde. Les principautés côtières ont ainsi été les premières converties à l'islam, qui y est pratiqué aujourd'hui de la façon la plus orthodoxe. Par contraste, les gens de l'intérieur de Java, de Sumatra ou des Célèbes, ont créé des sociétés «hydrauliques », c'est-à-dire organisées autour du contrôle de l'eau, qui ont abouti à la formation d'Etats sophistiqués et centralisés. Fondés sur la riziculture, des puissances politiques se sont constituées sur le modèle indien de l'Etat concentrique, où le pouvoir s'affaiblit au fur et à mesure que l'on s'éloigne du centre de la cour. Ces

populations sont plus tournées vers l'animisme, l'hindouisme ou le bouddhisme et pratiquent un Islam très relâché, voire mêlé aux autres croyances. Ces deux types d'Etats concurrents ont longtemps coexisté dans une ambiance conflictuelle ou, au contraire, de coopération et d'échange. Il résulte, de ces deux grandes distinctions, l'existence de nombreuses cultures au sein de l'archipel, faites de traditions ancestrales mêlées plus ou moins vite aux apports du monde indien, chinois, arabe ou occidental. Ainsi, l'Occident a imposé sa propre vision de l'ordre social, reposant sur un système institutionnel complexe, mais il n'a transmis qu'une partie de ses valeurs, laissant le féodalisme ancestral se perpétuer. Celui-ci se fonde sur des valeurs communes aux indonésiens qui sont l'esprit d'entraide «gotong royong», de délibération «musyawarah» et de consensus «mufakat», à partir desquelles s'organise une grande partie de la vie de la société.

Cette diversité des coutumes est perceptible à de nombreux degrés et touche aussi bien aux systèmes de parenté, à la vie familiale (y compris le type de relation entre les parents et leurs enfants), aux structures du pouvoir, aux formes des habitations, etc. A titre d'exemple l'appartenance à une communauté peut se décliner ainsi. Les Batak sont liés entre eux par l'affiliation à un clan. Traditionnellement l'appartenance à un clan vient de ce que le père de la personne concernée en fait déjà partie. Ceux qui ne sont pas membres d'un clan Batak sont considérés comme étrangers. Les Minangkabau sont liés entre eux par un système d'affiliation à un lignage (*suku*) : On est membre d'un lignage parce que la mère en fait partie. Chez les Bugis, on distingue les nobles et le peuple. Chacune de ces sociétés définit clairement ceux qui en sont membres et les étrangers.

Au cours de l'histoire, la géographie si particulière de l'archipel a contribué au développement de cultures très différenciées. Ce même cadre physique est à l'origine de la situation culturelle si particulière de cet ensemble.

**Des confessions multiples.**

**L**a situation religieuse de l'archipel est paradoxale. En effet, le premier pays musulman du monde n'est pas un Etat islamique. C'est une République « religieuse » monothéiste (l'athéisme n'est pas autorisé), où les grandes religions antérieures n'ont pas disparu. Si 87% de la population est musulmane et que l'on compte 600 000 mosquées, on peut aussi dénombrer 31 000 temples protestants, 14 000 églises catholiques, 23 700 temples hindouistes ainsi que 3 900 temples bouddhistes. Les caractères principaux concernant la religion en Indonésie sont tout d'abord la religiosité de la population, et surtout, l'intégration souple des composants religieux importés, par l'assemblage facile de valeurs spirituelles diverses qui conduisent à la pratique très répandue du syncrétisme notamment à Java.

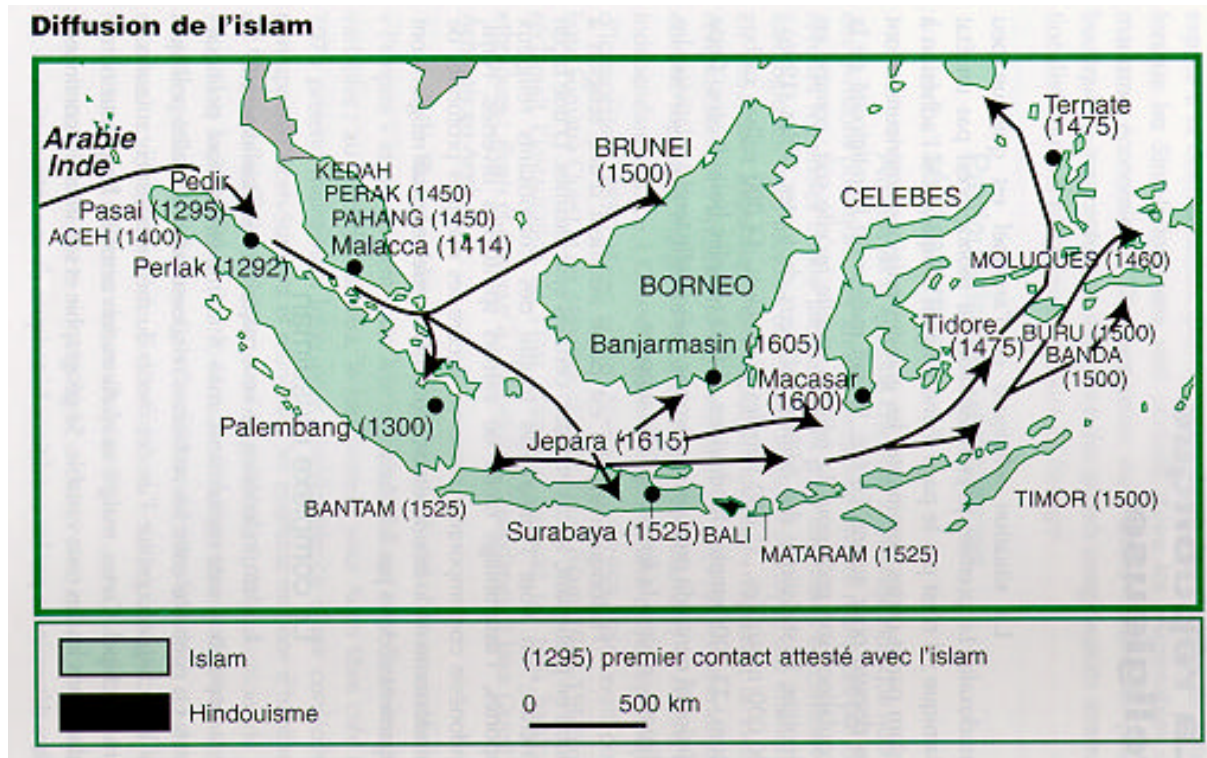
A cette répartition quantitative des religions, il convient aussi de noter ce qui les distinguent, tant dans leurs fondements, leur répartition géographique que dans leur poids respectif. La situation de l'Islam indonésien n'est pas aussi homogène que dans d'autres pays de la même confession. La tendance générale se réclame d'un Islam sunnite d'école chaféiste. Celui-ci a introduit le raisonnement logique et le principe de l'analogie pour faire des déductions à partir de textes fondamentaux, et défend l'équilibre entre le Coran et la Sunna. Mais en fait, la majorité des musulmans ne l'est que de nom, et bien que se réclamant de l'Islam, elle reste profondément attachée à des traditions religieuses antérieures : hindouisme, mysticisme, animisme. Cette manifestation d'un syncrétisme particulièrement marqué à Java, ne saurait être approuvée par les musulmans orthodoxes (*santri*<sup>6</sup>) qui aspirent pour leur part à un Etat islamique. Idée rejetée par les premiers, les *abangan*<sup>7</sup>, qui considéreraient comme une oppression de devoir se plier strictement aux lois de l'Islam. Ils voient dans les *santri* de dangereux fanatiques. Outre ces divergences sur le fond religieux, il faut noter l'hétérogénéité de l'implantation des musulmans. L'Islam indonésien se trouve localisé majoritairement à Sumatra, sur les côtes Nord de Java, Sud de Kalimantan et Sud des Célèbes. Cette implantation correspond à

---

<sup>6</sup> *santri* : Musulman pratiquant par opposition à *abangan*

<sup>7</sup> *abangan* : Forme syncrétique de l'islam javanais encore imprégné de croyances animistes et hindouistes.

l'arrivée au XII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles de l'Islam véhiculé par des marchands arabes avant que les Portugais et les Néerlandais ne bloquent le processus dans la partie orientale de l'archipel.



Le protestantisme s'est ainsi implanté dans le Grand Est, mais aussi à Sumatra Nord et dans quelques régions de Java central. Il représente 6,5% de la population actuelle. Le catholicisme qui représente aujourd'hui 3,1% de la population est particulièrement dynamique et compte parmi ses adeptes les populations sino-indonésiennes converties pour éviter d'être accusées de communisme dans les années 1960. Bien que la confession de Java et l'animisme ne soient pas considérés comme religions et relèvent du ministère de la Culture, le nombre et le poids des cultes dans l'archipel est une source de diversité que la langue vient encore accentuer.

### Une profusion de langues, dialectes et patois.

**L**e chiffre officiel des langues parlées en Indonésie se monte à 583. La plupart de ces langues se déclinent en divers dialectes et patois. Les plus connues sont l'achilais, le batak, le minangkabau (Sumatra), le soundanais, le javanais (Java), le sasak de Lombok, les langues dayak de Kalimantan, le minahasa, le toraja et le bugis (Célèbes), les langues de Halmahera, l'ambonais, le céramois et les nombreuses langues mélanésiennes de l'Irian Jaya. Ainsi la langue d'Aceh est très différente de la langue de Manggarai ; les Acihais et les Manggarai ne peuvent se comprendre entre eux. Il en est de même entre les habitants de la vallée de Baliem en Irian Jaya et les habitants de Bengkulu, ou entre un Batak et un Javanais.

Face à une population qui parlait autant de dialectes différents, le président Sukarno<sup>8</sup> a cherché à forger une unité linguistique, et pour cela il a imposé comme langue officielle le « *bahasa indonesia* », non pas le dialecte de la capitale, mais une version simplifiée du malais des navigateurs, compris dans de nombreuses régions. Il a aussi remplacé le néerlandais, comme langue de communication extérieure, par l'anglais. Mais l'indonésien n'est parlé aujourd'hui que par 65% de la population et souvent de manière médiocre. Selon les régions, il intègre plus ou moins de mots empruntés aux dialectes locaux. Face à ce foisonnement, qui reflète la diversité ethnique, la langue indonésienne permet de surmonter les barrières de l'incompréhension. Mais le problème des langues reste si complexe, que le linguiste Anton M. MOELIONO, directeur du « centre de promotion et de développement de la langue indonésienne », parle d'une situation « à se taper la tête contre les murs »<sup>9</sup>.

A cette mosaïque géographique, ethnique, religieuse et linguistique qui constitue l'Indonésie, il convient, pour être exhaustif, de faire mention de l'évolution démographique dans l'archipel qui ajoute encore à la diversité de ce « pays monde ».

---

<sup>8</sup> Sukarno : président d'Indonésie de 1949 à 1968

<sup>9</sup> PRISMA « l'Indonésie contemporaine », édition l'Harmattan 1996.

### La quatrième population du monde inégalement répartie.

L'Indonésie affronte une grave crise démographique. Avec 206 millions d'habitants, c'est le quatrième pays le plus peuplé au monde. 60% des Indonésiens, soit 120 millions d'habitants, s'entassent à Java dont la population augmente de 2,5 millions par an. Ainsi, sur 7% du territoire national (Java, Bali et Madura), on dénombre plus de 60% de la population du pays, alors que les provinces de Kalimantan et d'Irian Jaya ne rassemblent que 6% des habitants sur la moitié de la superficie de l'archipel. Cette concentration humaine résulte de facteurs physiques et historiques, comme la plus grande fertilité des terres agricoles de Java et le fait qu'elle abrite depuis des siècles les centres politiques et économiques du pays. Les îles extérieures sont beaucoup moins peuplées en raison de leur moindre aptitude à la riziculture et de l'attrait constant de Java sur leurs habitants. De ce fait, les densités de peuplement font apparaître des écarts très importants. On passe ainsi d'une densité de 800 à 2500 habitants par km<sup>2</sup> à Java à 20 habitants par km<sup>2</sup> dans le Kalimantan et moins de 5 habitants par km<sup>2</sup> en Irian Jaya.

#### Densité démographique par province



Tous ces éléments, qui font de l'Indonésie une entité aux visages multiples, ont conditionné la politique (d'une nation d'un gouvernement) de dirigeants dont l'obsession, ou le mot d'ordre a été et reste l'unité du pays face à un éclatement possible de liens très ténus au sein de l'archipel.

## II) L'Indonésie et l'obsession de l'unité.

**L**e concept géopolitique indonésien, ou « *Wawasan Nusantara* <sup>10</sup> » est formulé dans la doctrine du « Principe de l'Archipel » citée dans le livre blanc de la défense du gouvernement indonésien du 28 octobre 1995. Cette doctrine sert de guide à la nation entière pour l'édification, le maintien, la consolidation de l'ensemble du territoire national en tant qu'entité politique, économique, socioculturelle, de défense et de sécurité unique. Ce concept illustre parfaitement le souci permanent, voire l'obsession des autorités indonésiennes de construire et de préserver l'unité face aux réalités décrites plus haut.

Il s'agit de garantir la pérennité de l'Etat-nation et d'affirmer l'unité territoriale en s'appuyant sur des valeurs communes et en créant d'autres liens ou facteurs d'équilibre propices à la consolidation de l'archipel.

### L'avènement de l'Etat-nation.

**S**'il n'est pas très ancien, il date de 1945, l'Etat-nation indonésien n'est pas pour autant un fait politique absolument nouveau. Certes, cette forme d'organisation politique reprend largement le modèle européen, mais elle intervient après une succession de types de pouvoir qui, bien que révolus, continuent de l'inspirer. De ce mélange est né le nationalisme indonésien, au sein duquel l'unité est déjà la préoccupation majeure.

---

<sup>10</sup> *Wawasan Nusantara* : Le Principe de l'Archipel.

**Les expériences antérieures.**

Avant la colonisation, l'archipel a été unifié à plusieurs reprises par des structures politiques qui étaient généralement centrées à Java. L'empire hindouisé de Majapahit au XIV<sup>e</sup> siècle, l'empire musulman établi au XVII<sup>e</sup> siècle, ont constitué les dernières versions précoloniales de pouvoir javanais à prétention archipélagique. Le pouvoir était exercé de façon autocratique par des « dieux-rois », situé au cœur de systèmes féodaux. Les colonisateurs néerlandais se sont coulés dans le moule local, adoptant des pratiques politiques des rajjas et des sultans. Ils ont certes introduit les institutions politiques occidentales (gouvernement, administration) qui sont encore en place à l'heure actuelle. Mais, si la coquille est européenne (découpage des fonctions et système administratif, droit public), la pratique est souvent différente, fondée sur des solidarités primordiales et des hiérarchies bien indonésiennes. Ces sentiments ont animé les intellectuels qui ont lancé, en 1908 à Java, le mouvement national, point de départ d'une contestation qui aboutit à la déclaration de l'indépendance en 1945. Ce processus a été accéléré par l'occupation japonaise (1942-1945) qui a sapé le prestige hollandais. Lorsqu'ils tentent de reprendre pied dans l'archipel, les anciens colonisateurs se heurtent aux indépendantistes républicains. Au terme de quatre années de conflit, ils reconnaissent la République d'Indonésie en 1949.

Si la lutte pour l'obtention de l'indépendance et certains éléments de culture commune ont été à l'origine de la création de l'Etat-nation indonésien, la prise en compte d'une réalité éclatée propre à l'archipel a guidé les premiers pas de cette nation.

**Le nationalisme comme première expression du souci de l'unité.**

La devise du pays, « *Bhinneka tunggal ika* » (unité dans la diversité), illustre bien le paradoxe géographique et culturel à surmonter pour les premiers dirigeants. Pour vaincre ce paradoxe et maintenir la flamme d'un nationalisme récent, le président Sukarno définit un sentiment national accueillant, fondé sur le « désir d'être ensemble » de Renan, cité en français dans ses discours. Dans ce cas, le nationalisme relève d'une volonté d'appartenir à l'Indonésie, dont tous les peuples, y compris les Chinois ou les métis européens, sont conviés à s'insérer dans la partie commune et multiculturelle. Dès 1926, le futur président de l'Indonésie marque clairement son souci majeur de forger l'unité nationale qui, seule, pense-t-il permettra d'obtenir l'indépendance et d'affronter ensuite les problèmes qui se poseront au jeune Etat. Le serment de la jeunesse ou *sumpah pemuda* du 28 octobre 1928 déclarant « nous, fils et filles d'Indonésie, n'avons qu'une seule patrie : l'Indonésie ; Nous, fils et filles d'Indonésie ne formons qu'une seule nation : la nation indonésienne ; Nous, fils et filles d'Indonésie, honorons la langue de l'unité : l'indonésien » se place dans cette lignée. Ce serment fut une étape fondamentale dans le processus de formation de la société indonésienne. Il demeura le principe premier dans la lutte pour l'indépendance et eut un rôle prépondérant dans l'effort d'unification des citoyens de la République d'Indonésie. Dans la continuité, Sukarno énonce en juin 1945, les *Pantjasila* ou cinq Principes. Il s'agit du nationalisme, de l'internationalisme, de la démocratie, de la justice sociale et de la croyance en Dieu. Les *pantjasila*, qui restent à ce jour la doctrine de l'Etat, entendent être une plate-forme d'union, une sorte de programme commun. Ces principes fondateurs de l'Etat figurent dans la Constitution et sont un résumé de ce qu'est ou de ce que veut être l'Etat-nation indonésien.



La croyance en un Dieu unique.



L'humanité juste et civilisée.



L'unité de l'Indonésie.



La démocratie conduite avec sagesse, dans la concertation et la représentation.



Justice sociale pour tout le peuple indonésien.

Au nationalisme du père prodige de la nation indonésienne, de Sukarno entre 1949 et 1968, succédera celui du président Suharto entre 1968 et 1998. S'il s'oppose au premier par une conception plus restrictive, opérée par un recentrage sur des valeurs

plus nationales, plus exclusives et fondées sur le centralisme javanais, il ne s'en appuie pas moins, pour cet « ordre nouveau », sur les *Pantjasila* par le même souci d'unité de la nation. La nation devient un ensemble indissociable, certes composé de diverses cultures ou groupes ethniques, mais conçu comme un tout. Les idéologies jugées trop allogènes, comme le communisme par exemple, sont impitoyablement expurgées de la culture nationale. A l'ère de Suharto le dernier principe (croyance en un dieu unique) des *Pantjasila* devient le premier. En effet, c'est d'abord dans le domaine des croyances que l'unité doit être garantie.

### **La paix confessionnelle comme garantie de l'unité de la nation.**

**L**orsque les cinq principes fondateurs de l'Etat, les *pantjasila*, sont formulés en 1945, les républicains en lutte ont le souci de l'unité surtout dans le domaine religieux. Ils préfèrent renoncer à un Etat islamique pour créer une république « théiste », fondée sur la croyance en un dieu unique, afin de ménager une place officielle aux autres religions. Peu après, lors de l'élaboration de la constitution, les dirigeants musulmans avaient accepté de renoncer à une disposition qui aurait obligé les fidèles à pratiquer leur foi et qui aurait créé les conditions d'un Etat quasi islamique. Ces sacrifices avaient été effectués au nom de l'unité nationale, pour inciter les peuples du Grand Est, généralement chrétiens, à rester dans la république. Cet état de fait ne créera pas pour autant le statut quo. L'aile extrémiste musulmane, le *Darul Islam* soutenu à Sulawesi et au nord de Sumatra, optera dès 1949 pour le terrorisme armé afin de tenter d'imposer un Etat islamique contre la République. Ni cette lutte qui durera jusqu'en 1962, ni l'action menée par les partis musulmans au sein de l'Assemblée Constituante élue en 1955, ne réussiront à imposer l'Islam comme religion d'Etat. Les foyers actuels de tension ou de lutte armée sont essentiellement à l'origine de groupes fondamentalistes. Ces dissensions passées ou présentes, ainsi que les ressentiments des musulmans liés à leur faible représentativité politique, prouvent combien le sujet de l'unité de l'Etat est intimement lié à la paix confessionnelle.

Pour favoriser cette unité, l'Etat se pose comme le garant de la paix religieuse. Il a instauré à cet effet un ministère des cultes (faisant aussi fonction de ministère de l'intérieur) qui veille au bon équilibre entre les religions et s'assure que chaque

confession trouve son dû. Il protège les cinq religions officiellement reconnues. Mais dans les faits sa pratique est plutôt «sécularisée», car il traite chaque religion proportionnellement à son importance numérique, laquelle ne peut varier car l'équilibre religieux est figé, et le prosélytisme est formellement découragé.

Malgré les bienfaits de cette tolérance imposée par l'Etat, le problème religieux reste récurrent, notamment par le fait que nombre de musulmans se plaignent d'être défavorisés en regard de l'écrasante majorité qu'ils représentent. De même que la «croyance en un Dieu unique» doit garantir l'unité de l'archipel, le principe de «souveraineté populaire guidée par la sagesse des délibérations de la représentation» est un principe qui s'attache à une organisation particulière du pouvoir visant à l'unité de l'Indonésie.

### **Une organisation politique et un instrument militaire au service de l'unité.**

**L**es causes de divisions politiques ont de nombreuses sources.

Tout d'abord la diversité ethnique. Les années cinquante ont été marquées par des révoltes régionales contre Jakarta toujours organisées autour d'un noyau dur ethnique.

Mais aussi des raisons religieuses. Les essais de création d'un Etat islamique ont été nombreux, comme nous l'avons déjà illustré.

Mais encore des raisons économiques. L'Indonésie est le pays de la corruption et du clientélisme faisant la part belle aux hauts fonctionnaires et aux minorités possédantes.

Enfin des raisons idéologiques. Le communisme est un phénomène très important après la deuxième guerre mondiale dans ce pays en voie de développement.

Face à ces causes possibles d'éclatement, le pouvoir va se donner les armes du maintien de la cohésion nationale à tout prix.

La Constitution indonésienne a été établie en 1945 et appliquée de 1945 à 1949, puis de 1959 à nos jours. Elle prévoit que la souveraineté du peuple réside dans l'Assemblée de délibération du peuple ( MPR<sup>11</sup> ), qui élit le président et le vice-président de la République, définit dans les grandes lignes la politique de l'Etat, mais ne se réunit que tous les cinq ans pendant une dizaine de jours.

Le président a des pouvoirs étendus, n'est responsable que devant la MPR, constitue le gouvernement et peut le renvoyer. Le parlement a un pouvoir législatif, mais aucun moyen d'action sur l'exécutif. L'économie doit être gérée selon un principe familial. Cette Constitution, avec un exécutif fort et centralisé, a une filiation à la fois avec le système autoritaire établi par le régime colonial hollandais et avec les principes inculqués par l'occupant japonais. Il faut y voir également un reflet de la conception javanaise du pouvoir et du respect qui s'y marque pour l'autorité du souverain. Ainsi on préfère ne pas recourir au vote au sein de l'Assemblée et y substituer le *musyawarah* (délibération) et *mufakat* (consensus), pratique visant à éviter les conflits ouverts pour préserver et renforcer l'unité nationale. Le système politique indonésien ne fait guère de place au «non», à l'opposition. L'exécutif fort, insistant sur le rôle prépondérant du chef qui explique, inspire et entraîne, lui permet de trancher pour le bien de tous lorsque la décision ne peut être obtenue par consensus. Ainsi le concept de direction, de «leadership», a-t-il été très tôt accolé à celui de démocratie. Il s'est encore renforcé aujourd'hui évitant qu'au nom de la démocratie, l'on puisse créer du désordre.

Cette organisation a des origines culturelles profondes, mais résulte aussi de l'expérience malheureuse du multipartisme à l'avènement de l'indépendance. Le régime des partis (plus d'une vingtaine sur quarante en lice aux élections), qui existe depuis l'indépendance, va durer jusqu'en 1957 et voir se succéder six gouvernements. Les partis sont jugés comme corrompus, porteurs de divisions et inefficaces. Sur ce problème, les militaires rejoignent le président Sukarno qui recommandait depuis longtemps «d'enterrer les partis». Il envisage, en 1956, la création d'un Front national composé de représentants de «groupes fonctionnels» catégorisés en ouvriers-employés, paysans, entrepreneurs, forces armées, groupes religieux et les services. L'armée adopte et pousse l'idée de «groupes fonctionnels» qui a le triple avantage d'affaiblir les partis, de lui permettre de revendiquer ouvertement un rôle politique et de conforter son rôle économique. Cette mutation, qui verra l'avènement de la démocratie dirigée de Sukarno de 1959 à 1966, sera pour l'armée la reconnaissance de son rôle politique au sein de la nation avant sa

---

<sup>11</sup> *Majelis Permusyawaratan Rakyat*

prise définitive du pouvoir en 1966 avec l'établissement de « l'ordre nouveau » du général Suharto.

Le régime militaire se défend d'être une dictature, il affirme sa légitimité et pour faire oublier son recours à la violence, il en appelle aux apparences de la démocratie. Mais si l'on se réfère aux critères généralement admis pour définir la dictature : Prise du pouvoir par des moyens illégitimes, forte concentration des pouvoirs, autorité fondée sur la force et la violence, restriction des libertés, on y retrouve bien les principales caractéristiques de « l'ordre nouveau ». Cet ordre a combattu « l'ordre ancien », qui faisait le jeu des communistes et avait laissé s'instaurer un pouvoir personnel, celui de Sukarno, ignorant la constitution, échappant à tout contrôle et marqué par une politique économique désastreuse : la corruption et le gaspillage. L'armée se prétend sauveur de l'Etat. Les objectifs annoncés en 1965 sont le retour à l'application stricte de la constitution, à la démocratie, au respect des lois, à un Etat de droit, à la clarté, la réforme du système politique et surtout, la modernisation et le développement économique pour améliorer le sort du peuple. L'armée se proclame « l'unificateur, le stabilisateur et le dynamiseur de la nation ». L'exercice du pouvoir par l'armée depuis 1966 comportera plusieurs phases. Après une période de mise en place et de consolidation, s'organise la restructuration du système politique visant à encadrer solidement la société indonésienne. Très vite il apparaît que l'armée est là pour rester quels que soient ses succès ou ses succès. La corruption de plus en plus manifeste, les scandales qui se succèdent, l'autoritarisme, les abus, l'omniprésence de l'armée nourrissent les critiques qui d'abord ponctuelles, en viennent à aller plus au fond et à remettre en question une politique qui semble profiter surtout à la minorité constituée par le groupe militaire au pouvoir et ses associés civils, en particulier des hommes d'affaires chinois.

L'armée, au nom de l'unité, a bridé les partis politiques extrémistes comme les communistes ou les fondamentalistes musulmans. Elle a créé un parti à sa solde, le GOLKAR, pour réprimer les factions jugées dangereuses pour l'unité nationale comme l'ont été la multiplicité des partis pour la stabilité du gouvernement après l'indépendance. De même que le nationalisme et sa traduction politique reflètent l'obsession des Indonésiens pour l'unité de l'archipel face aux diversités ethniques, religieuses, culturelles ou linguistiques, la réalité géographique du pays et son

corollaire démographique sont, encore une fois, un souci géopolitique réel dans l'action unificatrice menée par les autorités de l'archipel.

### **L'unité territoriale selon une logique archipélagique.**

#### ***L'unité aux marches de l'empire.***

**L**e souci majeur des Indonésiens, pendant la période d'accession à l'indépendance, sera la création d'une entité nationale correspondant à la réalité géographique des anciennes Indes néerlandaises, unifiées sous la bannière de la République, puis de consolider cet espace dans le cadre des règlements internationaux.

En mai 1945, avant le départ des Japonais, deux tendances s'affrontent quant à la définition de l'espace géographique de la future République. Une poignée de nationalistes milite sur la nécessité de garantir au pays une certaine homogénéité ethnico-linguistique. Ils excluent la Nouvelle-Guinée occidentale et les îles périphériques. Ils insistent sur la notion de «vouloir vivre ensemble » de Renan pour la fixation des frontières. L'autre partie, majoritaire, dont fait partie Sukarno, prône le respect d'un cadre géographique déjà fixé par la nature (correspondant à l'empire néerlandais) auquel il faut agréger la Malaisie pour des raisons de filiation historique. C'est cette approche, qui nie explicitement à la population la possibilité d'influer sur son destin, qui sera retenue. Elle se situe dans le droit fil du concept géopolitique qui veut que les séparatismes îliens alimentent la prolifération étatique.

La lutte pour l'indépendance contre les Hollandais durera de 1945 à 1949. Les Hollandais, après la reprise de Bornéo, des Célèbes, des Moluques et des petites îles de la Sonde, tentent d'imposer un Etat fédéral à l'Indonésie, qui doit faire partie, avec le Surinam et Curaçao, d'une grande union néerlandais-indonésienne. Les Hollandais appuient leur politique de partition sur l'hétérogénéité de l'archipel. En 1949, les Pays-Bas reconnaissent l'indépendance de l'Indonésie, étant entendu que sera établi un Etat fédéral associant les deux partenaires. Par ailleurs, les Pays-Bas continue à encourager les dissensions au sein de l'archipel, notamment avec les Moluques. En avril 1950, une République des Moluques est déclarée, et le 17 août

1950, la République d'Indonésie est à nouveau proclamée. Aux yeux des Indonésiens, les ex-Indes néerlandaises doivent servir de base à l'édification d'une république unitaire à laquelle les Moluquois appartiennent de fait. Jakarta envoie aussitôt son armée pour réprimer les indépendantistes dans un conflit qui fera des milliers de morts, d'expatriés et laissera des cicatrices toujours perceptibles de nos jours. Dès les problèmes intérieurs réglés avec les Moluquois et les islamistes javanais, Jakarta entreprend la récupération de la Nouvelle-Guinée occidentale, rebaptisée Irian occidental, qu'elle obtient en 1963. A la déclaration du regroupement des anciennes possessions coloniales britanniques en Fédération de la Malaisie, l'Indonésie prend l'initiative d'une *konfrontasi* (confrontation) qui est une initiative désastreuse. Elle prend fin sur un échec en 1965 par la non intégration des Etats revendiqués de Sarawak et de Saba, au nord de Bornéo. En 1975, profitant de la situation internationale de la guerre froide, l'Indonésie annexe le Timor oriental, bastion aux mains des communistes. Cette politique expansionniste correspond à une période sombre de la politique intérieure indonésienne et peut être qualifiée de fuite en avant du pouvoir à travers l'exacerbation du sentiment nationaliste. Ces conflits aux marches de l'empire laisseront des cicatrices aussi profondes que ceux de l'intérieur et auront des répercussions encore très sensibles aujourd'hui.

Si les Hollandais, dans le cadre du conflit de la logique insulaire et de la logique d'archipel, ont longtemps essayé d'empêcher l'unité indonésienne en jouant sur la logique des séparatismes îliens, la logique archipélagique de l'Indonésie a été de récupérer l'ensemble du domaine hollandais à partir d'un dispositif d'origine centré sur Java et Sumatra. Cette logique a consisté ensuite à conforter l'archipel en le faisant reconnaître sur le plan du droit international.

### ***La consolidation des acquis.***

**D**ans le cadre de sa géopolitique, l'Indonésie va mettre en œuvre le concept suivant : la situation d'archipel peut être considérée comme une situation d'isolement dans la mer qui apparaît comme une force. Force vis-à-vis de la protection qu'elle offre face aux risques d'invasion, et aussi, force vis-à-vis de la domination que l'on peut développer en matière de commerce mondial.

Cette conception d'Etat-archipel relie les îles les unes aux autres, de manière réciproque, pour créer un lien qui permette, sur le plan politique, l'intégration sociale

et culturelle de la nation face aux nombreuses forces centrifuges qui risqueraient de désintégrer le pays : stabilité politique et efficacité administrative postulent une entité inséparable. De même sur le plan stratégique, la sécurité et la défense sont étroitement liés à l'union des différentes îles face aux problèmes de contrebande, de subversion, de piraterie ou de pêche illicite, portant atteinte à l'intégrité territoriale.

Le 18 février 1960, le gouvernement indonésien a, par une loi, défini les limites de ses eaux archipélagiques, considérées comme eaux intérieures, et ses eaux territoriales d'une largeur de 12 milles marins. Le 12 mars 1980, il publia une déclaration concernant sa zone économique exclusive de 200 milles marins, confirmée par un acte du 18 octobre 1983.

L'Indonésie fait partie des quatre Etats archipélagiques reconnus par l'ONU, avec les Philippines, les Fidji et Maurice. Cet état de fait confère au pays le régime maritime des Etats archipélagiques (troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer 1974-1981) : la Convention ménage le droit à ces Etats de faire reconnaître la souveraineté de ceux-ci sur les eaux situées à l'intérieur d'un ensemble d'îles. Les avantages sont nombreux et en particulier les largeurs de la mer territoriale (12 milles marins), de la zone économique exclusive (200 milles marins) et du plateau continental sont mesurées à partir des lignes de base archipélagiques.

Grâce à son statut d'Etat archipel et à l'adoption de lignes de base droites qui joignent entre elles les îles les plus éloignées, l'Indonésie a obtenu une souveraineté totale sur de vastes espaces maritimes soumis au régime des eaux intérieures. Le système des lignes de base archipélagique de l'Indonésie comprend 199 segments (de longueur moyenne de 42 milles marins) mesurant au total 8168 milles marins.

L'Indonésie a dû se délimiter, pour ce qui concerne son plateau continental, avec ses voisins dans les mers adjacentes. Elle a signé des accords avec l'Australie, l'Inde, la Malaisie, Singapour, la Thaïlande et la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Pour les détroits, l'Indonésie a procédé avec ses voisins aux délimitations suivantes : avec la Malaisie (17 mars 1970) concernant le détroit de Malacca ; avec Singapour (25 mai 1973) pour le détroit de Singapour.

Mais cette unité, reconnue au plan international, n'est pas complètement achevée.

Il reste à l'Indonésie à se délimiter avec l'Australie pour ce qui concerne l'île Christmas à 2620 kilomètres au nord-ouest de Perth (Australie), à 1310 kilomètres de Singapour, et à moins de 360 kilomètres de Java. Elle doit également résoudre

des problèmes concernant des segments de frontière maritime avec la Malaysia et Singapour dans les détroits de Malacca, avec la Malaysia et les Philippines dans la mer des Célèbes (mer de Sulawesi), avec Palau dans l'océan Pacifique, avec le Vietnam dans la mer de Chine du Sud, et avec la Chine pour la zone économique exclusive des îles Natuna. Le 27 octobre 1989, l'Australie et l'Indonésie ont signé un accord pour se partager les importantes réserves de pétrole et de gaz découvertes dans la mer de Timor. Ceci signifie que l'Australie reconnaît la souveraineté de l'Indonésie sur le Timor, en dépit des protestations du Portugal. Cet accord concerne une zone de 61 000 kilomètres carrés divisés en trois zones : une pour chaque pays et la troisième pour une exploitation en commun. Le gouvernement australien de l'époque a fortement souligné que cet accord de politique mutuelle permettait aux deux pays de coopérer en bons voisins et amis, et en partenaires économiques responsables. Avec l'accession récente du Timor à l'indépendance, cet accord sera caduc et nécessitera une redéfinition des limites des eaux archipélagiques de l'Indonésie.

Parallèlement à la définition des contours de l'archipel, pour maintenir son unité, l'Indonésie s'est attachée à redistribuer sa population dans le but de mettre en valeur les espaces sous-peuplés, rééquilibrer les zones surpeuplées et mixer les différentes ethnies.

### **L'unité intérieure par la transmigration.**

**L**es poussées démographiques vers les régions vides sont une constante géopolitique, car, par définition, la nature a horreur du vide, et c'est la raison pour laquelle nombre d'espaces désertiques sont sujets au déversement de trop pleins. L'Indonésie a dû poursuivre la politique entamée au début du XX<sup>e</sup> siècle par les colonisateurs, visant à déplacer les paysans pauvres de Java vers les régions sous-peuplées, essentiellement aux marches de l'empire.

Le gouvernement a organisé le transfert autoritaire de familles javanaises et maduraises vers d'autres îles. Cette relocalisation, appelée transmigration, est difficile, car peu de volontaires acceptent d'arriver comme colons chez les Papous d'Irian-Jaya. L'émigration subventionnée vers Sumatra, Kalimantan (Bornéo) ou

Sulawesi (Célèbes) est un peu mieux acceptée par les partants, mais pas toujours par les hôtes. En mars 1999, dans l'Ouest Kalimantan, les indigènes dayaks, alliés à des Malais établis dans l'île depuis plusieurs générations, ont fait la chasse aux colons originaires de Madura. Les Dayaks ont renoué avec leur vieille coutume de coupeurs de têtes faisant au moins deux cents morts. Sur les vingt-cinq dernières années, on estime le nombre de transmigrants à 5,5 millions de personnes. Les principaux griefs faits à cette transmigration sont, tout d'abord, qu'elle n'a pas répondu à ses objectifs, ensuite qu'elle a été très onéreuse, de plus qu'elle n'a fait que reproduire ailleurs la pauvreté rurale de Java, tout en créant des problèmes interethniques, enfin qu'elle a favorisé la déforestation de grande ampleur portant de graves atteintes à l'environnement. Ainsi cette politique n'a pas, à ce jour, corrigé les déséquilibres démographiques et a créé de nouvelles sources de tension interethniques dans les provinces d'accueil, malgré le but unitaire initialement recherché.

### III) Les potentialité d'une « balkanisation » de l'archipel.

« **U**nité dans la diversité .» Au regard de l'histoire la devise nationale indonésienne n'apparaît que partiellement pertinente. La diversité des 17 508 îles que compte le grand archipel avec toutes les particularités ethniques, linguistiques, culturelles que nous avons noté en première partie est certes avérée, mais son unité a été et est encore largement contestée comme nous venons de le voir plus haut. Entre la proclamation de la République des Moluques du Sud en 1950, la lutte que mène l'organisation pour une Papouasie libre depuis 1965 et la résistance amorcée par les Timorais pour obtenir l'indépendance en 1999 de la partie orientale de l'île, l'Etat central doit faire face depuis plusieurs décennies à une rébellion permanente. A ces revendications conflictuelles des marches orientales

s'ajoutent celles des musulmans des marches occidentales. Ces conflits ont, d'ores et déjà provoqué la mort de plusieurs centaines de milliers de personnes. Si l'on rajoute à ces problèmes identifiés depuis de nombreuses années, ceux plus récents, liés à la mondialisation, à l'évolution tant politique qu'économique du pays et aux revendications populaires, l'unité de l'Indonésie peut s'apparenter à un vaste chantier comportant de nombreux risques d'explosion. « A moyen terme, l'instabilité en Indonésie aura tendance à être engendrée par des facteurs intérieurs plutôt qu'extérieurs »<sup>12</sup>.

### Empire ou Etat-nation ?

**D**oit on considérer l'Indonésie comme un Etat-nation ou un empire ? Telle est le fond du problème lié aux revendications sécessionnistes dont souffre l'archipel. Si l'on se réfère aux événements passés, liés à la construction de l'archipel et à la politique menée pour le maintien de son unité on serait tenté de parler d'un empire que la nouvelle donne économique et mondiale semble faire vaciller comme l'ex-empire soviétique.

La création de l'archipel, comme on l'a vu plus haut, s'est faite par l'annexion des Moluques, du Timor et de la partie occidentale de la Paouasie-Nouvelle-Guinée. Pour limiter les risques de scission, obligation lui a été faite, à l'instar des autres empires, d'entretenir une administration fortement centralisatrice et d'importantes forces armées à la loyauté assurée. Cette autocratie a maintenu le pays sous le joug par la lutte armée, la répression violente ou la terreur. Quand, après la conférence de Bandoung en 1955, où l'Indonésie se présente comme le champion des pays non alignés et de l'anticolonialisme, Sukarno fait entrer le puissant parti communiste (PKI de 18 millions d'adhérents) dans son gouvernement, la folie meurtrière menée par le général Suharto s'empare du pays. Pendant plusieurs mois, des foules surexcitées, encouragées par les militaires, chassent les communistes au cours d'un pogrom aux dimensions effroyables : « on les assomme ou on leur tranche la gorge ; on les jette à la rivière ou on les enterre dans une fosse commune qu'on les a forcés à creuser »<sup>13</sup>. 500 000 personnes vont être ainsi sommairement exécutées. L'armée

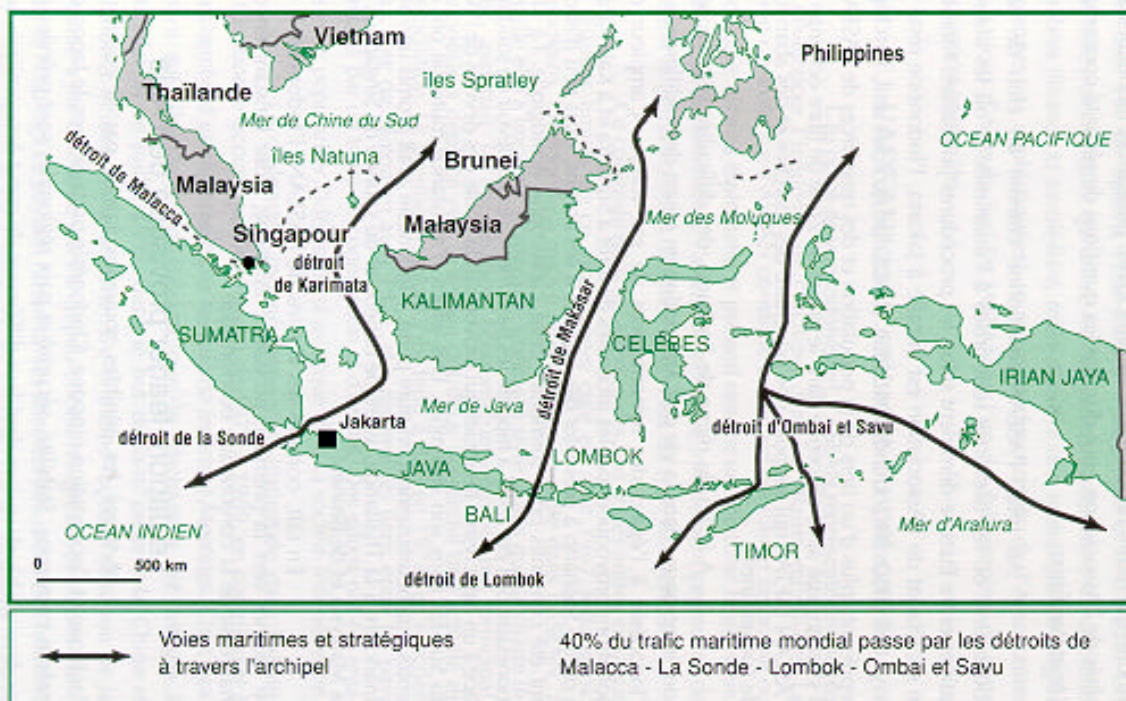
---

<sup>12</sup> Livre blanc de la défense indonésienne.

<sup>13</sup> Le Monde, 9 juin 1998.

éliminera les dirigeants et déportera dans les bagnes plus de deux millions de communistes. Sur ce massacre hallucinant, le général Suharto va établir dès 1966 son «ordre nouveau», une dictature féroce, népotique et corrompue, chaleureusement applaudie par les occidentaux, qui immédiatement, lui apportent une aide financière massive. C'est que l'Indonésie a une importance stratégique capitale. L'étendue des eaux qu'elle contrôle ainsi que les principales voies maritimes, les plus fréquentées de la planète, entre l'océan Pacifique et l'océan Indiens sont essentiels pour la stratégie occidentale. De surcroît, l'Indonésie est un très grand producteur de pétrole et de gaz.

### Détroits stratégiques et trafic maritime



Au cours des trente dernières années, grâce à l'aide occidentale, la croissance atteindra 6% par an. Le revenu par tête sera multiplié par 13. Le nombre de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté chutera de 60% à 13,5%, la valeur des exportations sera multipliée par 34. On parlera, non sans raison, de «miracle indonésien», et l'archipel figurera dans le groupe des «nouveaux tigres asiatiques». Cette expansion du pays, due au pillage des matières premières et à la mise à sac de l'environnement (déforestation à outrance), sera mise à profit par les privilégiés du régime, à commencer par la famille Suharto. Pendant le «miracle», qui ne bénéficie pas à tout le monde, la violence s'est poursuivie. Dans les villes de Java

des milliers de petits délinquants étaient exécutés par des « escadrons de la mort » formés de militaires. En Irian-Jaya les populations restent livrées aux tueries, aux arrestations et aux tortures. Timor-Est est conservée au prix d'une des guerres les plus sanglantes et meurtrières du siècle, dans cette région, ayant fait quelque 200 000 morts, soit le quart de la population du territoire.

Quand la crise s'abat sur l'archipel, après juillet 1997, l'édifice économique s'effondre plus vite et plus violemment qu'ailleurs, entraînant avec lui le dictateur Suharto. La crise financière asiatique a obligé à dévaluer la monnaie de 80% par rapport au dollar entre août 1997 et février 1998. Une partie de la bourgeoisie et des classes moyennes, ruinées, se sont retournées contre Suharto. Sa non-réélection est due à la corruption, la collusion et au népotisme qui règnent au pouvoir. Le régime de Suharto, « l'ordre nouveau », avait été bien supporté aussi longtemps que la croissance économique fut au rendez-vous. Il a été contraint à la démission le 21 mai 1998 car depuis 1996, le régime s'était raidi et Suharto avait multiplié les erreurs. Ses louvoiements avec le Fonds Monétaire International, les insupportables hausses des prix, l'étouffement de toute forme légale d'opposition et la crise économique ont conduit à une situation où le mécontentement social et politique ne pouvait s'exprimer que dans la rue. L'agitation, partie des principales universités, les émeutes de la faim, spontanées ou manipulées par le pouvoir, les enlèvements d'opposants, avaient amené le pays au bord de la guerre civile. Les émeutes étudiantes réprimées par l'armée ont fait plus de 2000 morts.

Cette démission de Suharto force le pays à l'ouverture avec le nouveau président M. Habibie et la mise en place de la politique de la « *reformasi* ». Mais cette ouverture porte en germe des perspectives de fragilisation. L'économie est en ruine. Le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté a triplé en un an et représente 40% de la population. Le taux de chômage atteint des records, et dans différentes régions les revendications identitaires longtemps étouffées par des années de régime militaire commencent à s'exprimer plus ouvertement.

**Des revendications plus affirmées.**

Outre les conflits ouverts avec les provinces orientales, des foyers de tension importants existent dans la partie occidentale, comme à Aceh. Dès 1950, la région d'Aceh fut le théâtre d'une insurrection islamique, sévèrement réprimée par Djakarta, soucieuse de ne pas perdre le contrôle des importantes réserves de pétrole et de gaz naturel de la province. La résurgence de mouvements séparatistes en 1989, précipita l'imposition d'une loi martiale par le régime du général Suharto. Cette répression militaire, qui a fait plusieurs dizaines de milliers de victimes, a aussi contribué à entretenir le sentiment sécessionniste. Actuellement, le mouvement pour un Aceh libre, connu sous ses initiales GAM, bénéficie d'un vaste soutien populaire. Les accrochages sanglants se multiplient entre forces de l'ordre et les maquisards musulmans de l'organisation. 300 personnes ont été tuées durant le premier trimestre 1999 dans cette province. A la guérilla séparatiste qui lutte depuis près d'un quart de siècle pour l'établissement d'un Etat islamique, il faut rajouter les associations d'étudiants et d'intellectuels, voire de simples paysans. Avec des méthodes différentes, tous défendent un même objectif. On ne raisonne plus à Aceh, on parle avec passion des « colon javanais » qui doivent quitter cette terre, car on est lassé des excès de l'armée -viols, exécutions sommaires, tortures- qui en dix ans ont fait des milliers de victimes. A Jakarta, beaucoup redoutent qu'après la perte du Timor Oriental, le départ d'une nouvelle province ne donne le signal de la balkanisation de l'archipel. En attendant, le président, Gus Dur, actuel successeur d'Habibie, offre plus d'autonomie, une meilleure répartition des richesses, voire l'application de la Charia en cette terre très musulmane, et il promet de châtier les militaires. La chance du gouvernement est que les Acehnais ne disposent pas de leader charismatique, ni du soutien de la communauté internationale. Si l'impasse et les violences se poursuivent, beaucoup redoutent que les généraux, irrités des procès pour violation des droits de l'homme, n'en profitent pour reprendre un pouvoir dont ils se voient écarté avec dépit. Ce souci donne toute la mesure des changements qui se produisent dans cet empire qui affronte de plein fouet la globalisation, ce qui l'oblige à se remettre en question notamment sur le plan social et politique.

**Une remise en question de la société essentielle au maintien de l'unité.**

**L**a structure sociale de l'Indonésie est sous tension. Les lignes de faille ethniques, religieuses, travaillées par des clivages sociaux font de la société indonésienne une structure très hétérogène. Couplés au choc de l'ouverture et d'une certaine démocratisation, ces antagonismes structurels peuvent être la source de graves dysfonctionnements, voire d'un éclatement de la société traditionnelle indonésienne.

Les clivages ethniques font du maintien de l'unité et de la cohésion nationale une tâche titanesque. Cette hétérogénéité peut à son tour se transformer en problème de sécurité intérieure. Ainsi les différences entre les Javanais et les Papous sont d'autant plus clairement perceptibles qu'elles s'assortissent de nombreuses distinctions en matière de pratiques culturelles, religieuses et de mode de vie. L'Etat indonésien, qui considère officiellement l'animisme comme une superstition, oblige ses citoyens à adopter une religion officielle. Ainsi les populations de la partie orientale de l'archipel papou ont choisi de se réclamer des confessions chrétiennes. A l'opposition entre animisme et grandes religions reconnues, tend à se substituer une confrontation entre musulmans, qui représentent plus de 90% de la population des îles indonésiennes de l'ancien continent Sunda, et les « chrétiens » australoïdes des îles du Sahul. De même, les différences de physionomie sont perçues de part et d'autre avec acuité et donnent lieu à de vifs sentiments xénophobes. Dans les premiers jours qui ont suivi le transfert de souveraineté sur la Nouvelle-Guinée occidentale à l'Indonésie, le ministre des affaires étrangères a expliqué que l'un des objectifs essentiels de son gouvernement serait de « faire descendre les Papous des arbres » et se disait prêt pour ce faire à « les tirer en bas ». Cette réflexion, qui tend à assimiler les Papous à des singes, est révélatrice de l'image que les habitants mongoloïdes de la partie occidentale de l'archipel peuvent avoir de leurs voisins australoïdes de la partie orientale. En fait la société javanaise est implicitement perçue comme la référence civilisationnelle. Cette coupure entre l'élite javanaise et le reste des îles s'apparente à la coupure traditionnelle entre les élites dirigeantes et la base.

La répartition sommaire des forces sociales en deux groupes fondamentaux reste d'actualité, au moins dans la pratique et les mentalités, sinon dans la théorie sociale. Les deux niveaux qui organisaient l'ancienne société agraire, celui des dirigeants (*pemimpin*) et celui de la masse populaire (*rakyat*), continuent de structurer, en filigrane, la société contemporaine, pourtant plus urbanisée. Cette perception simplifiée du fonctionnement social persiste dans les villages, où les notables sont investis d'un prestige qu'ils considèrent comme légitime et qui leur donne des prérogatives sur la masse du «peuple ». Celui-ci est censé attendre protection et directives de ses dirigeants, en échange de quoi il accorde respect et obéissance.

En ville et dans les couches modernisées, cette vision archaïque alimente l'élitisme des cadres éduqués qui s'estiment chargés d'une mission salvatrice vis-à-vis du «peuple ignorant ». Le peuple est intrinsèquement bon, mais sa simplicité l'expose à l'erreur et aux agissements subversifs des mauvais bergers. Il revient donc à l'élite responsable de le guider, de l'orienter, de l'éduquer.

L'élitisme paternaliste a pour corollaire le populisme, dont les thèmes les plus courants se sont trouvés repris par le mouvement social qui a suivi la chute du général Suharto. Lorsque la cité est menacée par les errements des élites corrompues, le salut ou la rédemption peut venir du peuple. Malgré son ignorance, le peuple détient des ressources de sagesse et de vertu qui peuvent aider à corriger les élites décadentes. Le peuple en colère peut s'élever, se soulever contre des dirigeants sans mérite.

Mais la capacité de légitimation du peuple, associée à son ignorance, suscite en fin de compte un sentiment de méfiance à son égard. Les élites indonésiennes embourgeoisées se défient du peuple incertain et rétif. Il est donc à nouveau, nécessaire de l'encadrer, de le conduire dans le droit chemin. De l'élitisme à l'autoritarisme, il n'y a qu'un pas, qui a été aisément franchi dans le passé.

Mais aujourd'hui, les interactions mondiales affectent l'environnement socioculturel de l'Indonésie. L'hétérogénéité naturelle peut engendrer des troubles aggravés par des influences extérieures. Les évolutions sociales et culturelles, qui sont renforcées par les technologies des mass média et des communications, sont susceptibles de miner les valeurs fondamentales qui constituent le ciment de l'unité et de la cohésion nationale. En même temps, des valeurs positives ne peuvent pas être absorbées d'un coup, ce qui a pour effet que les exigences croissantes ne sont pas

compensées par une amélioration rapide de la productivité, de la discipline et de l'éthique du travail. Ainsi la répartition plus équitable de la croissance demeure un problème crucial du développement économique. Les inégalités socio-économiques constituent des sources de menace pour la stabilité qui doivent être surveillées avec attention car elles peuvent facilement donner lieu à des émeutes sociales, des bouleversements et même une désintégration.

La modernisation atteint toutes les couches de la société qui réclame une démocratisation des instances politiques, le respect des droits de l'homme et une meilleure redistribution des richesses.

### **Une organisation politique adaptée aux nouvelles aspirations.**

**L**es indonésiens réclament une démocratisation du pouvoir dans leur pays. Celle-ci semble essentielle pour une meilleure gestion des forces centrifuges à l'heure de la globalisation, de la maturation politique du peuple et de l'arrivée d'une nouvelle équipe dirigeante qui ne peut plus légitimement opérer un retour en arrière depuis les réformes entamées par M. Habibie.

Le système politique de l'Indonésie a été mis au point selon le concept de la démocratie *Pantjasila*, c'est à dire un concept qui soit en harmonie avec les valeurs fondamentales auxquelles adhère la nation indonésienne. Cette idéologie de *Pantjasila* s'est fermement enracinée en tant que seul fondement idéologique pour les partis politiques, les groupes fonctionnels et les organisations de masse. L'influence des interactions globales et les progrès résultants du développement national ont élevé les aspirations politiques populaires. La capacité de l'Indonésie à pratiquer la démocratie a encore besoin de temps pour se développer. L'éventail des problèmes de politique intérieure s'est élargi, principalement parce que l'évolution des aspirations politiques a dépassé de loin la maturité de la pratique démocratique. Le déséquilibre entre ces deux facteurs peut perturber la stabilité politique, ce qui influence à son tour la stabilité économique, socioculturelle et de sécurité.

Abdurrahman Gus Dur Wahid, chef du parti de Nahlatul Ulama (NU) depuis 1984, la plus grande organisation musulmane traditionnelle (30 millions d'électeurs déclarés), a été élu président d'Indonésie en remplacement de monsieur Habibie. Il devient le 4<sup>e</sup> président de l'Indonésie.

Le nouveau président est connu pour ses convictions démocratiques et sa condamnation du sectarisme musulman, qu'il estime très dangereux pour l'unité nationale. Sera-t'il à la hauteur pour réformer le système politique indonésien mis en place sous « l'ordre nouveau », mais surtout pour réformer l'institution militaire, principal instrument de la répression et de l'autoritarisme de l'ancien régime ?

Le principal écueil dans le paysage politique indonésien vient du groupe fonctionnel des militaires. Une caractéristique unique des forces armées indonésienne est que mis à part le fait qu'elles soient une composante de défense et de sécurité, elles constituent aussi une force sociopolitique. Par conséquent, les forces armées indonésiennes ont plusieurs fonctions, à savoir une fonction de défense et de sécurité et une fonction sociopolitique, appelées *Dwifungsi ABRI* (double fonction). La fonction sociologique de l'armée indonésienne l'oblige à prendre part au processus de la politique nationale pour tous les aspects de la vie de la nation. Mais cette institution traversée actuellement par des courants contradictoires, ne semble pas prête à engager une vraie réforme en profondeur comme le soulignent ces passages du général Wiranto, extraits de son document « le rôle de l'armée indonésienne au 21<sup>e</sup> siècle ».

*« Les défis du 21<sup>e</sup> siècle, considérés comme un produit émanant de la globalisation et de la dynamisation de la politique nationale, ne doivent en aucun cas, amoindrir la position et le rôle futur de l'armée dans la vie politique nationale. Sa présence doit, au contraire, constituer une raison plus convaincante que l'armée indonésienne est orientée vers l'avenir et apte à la sauvegarde de l'unité et de la grandeur de la nation.[...] »*

*Au sein du gouvernement de l'Ordre Nouveau, l'armée indonésienne faisait partie d'une structure politique agissant contre la confusion politique, la pauvreté, en tenant compte d'un gouvernement sans autorité.[...]*

*Depuis la chute du gouvernement de l'Ordre Nouveau, la réforme est devenue le seul choix du peuple indonésien. Deux possibilités s'offrent : une reconsolidation autoritaire ou démocratique. A partir de cette réalité, la position et le rôle de l'armée doivent aujourd'hui être formulés d'une manière flexible, entre liberté et démocratie d'une part, et ordre politique ainsi que respect des lois d'autre part.[...]*

*Au rôle passé et déformé de l'armée, connu sous le terme de « double fonction », doit se substituer le changement d'appellation en « rôle » de l'armée indonésienne. De*

*même « l'engagement dur » doit être substitué au terme « d'engagement souple » qui vise pour l'armée indonésienne à contrôler, dans le sens de protéger la souveraineté et l'intégrité nationale, à encourager la vie démocratique et la prospérité équitable.*

*La globalisation est devenue une certitude. Les crises économiques qui sévissent dans plusieurs pays (y compris en Indonésie) sont provoquées par l'incapacité des capitalistes à créer la prospérité mondiale.[...]*

*Le défi auquel l'armée indonésienne est confrontée est celui de trouver une juste manière de se positionner au sein du panorama politique où les divergences de vues politiques ne doivent pas mener à une désintégration nationale.*

*Employer les manières indirectes au lieu des moyens directs ; de partager le rôle politique avec les autres composantes nationales.[...]*

*La réforme de l'armée n'est qu'un choix pour surmonter la crise nationale actuelle. La demande et la pression pour un changement de la vie nationale doivent être anticipées pour éviter les conflits dans l'exercice de la liberté, de la démocratie, de la justice, de l'ordre public et du respect de la loi sans provoquer une désintégration nationale ».*

Aujourd'hui après l'élection d'un nouveau président, le rôle politique de l'armée est en cause face à une société civile qui a évolué. Cette institution a pris conscience des attentes de la société mais semble être plus soucieuse de revaloriser son image que d'abandonner ses prérogatives si longtemps conservées. On distingue à l'heure actuelle au sein de l'armée deux tendances. L'une est « affairiste » qui ne renoncera vraisemblablement pas volontairement aux avantages matériels procurés par le pouvoir. L'autre est « réformiste » et souhaite rétablir le renom de l'institution en corrigeant les excès. La remise en question sera-t-elle à la hauteur du défi actuel ?

**L'**Indonésie est dans une période charnière. La société traditionaliste est en train d'évoluer. Le concept d'unité dans la diversité a été violemment mis à mal par l'accession récente du Timor oriental à l'indépendance. De plus les retombées catastrophiques de la crise asiatique ont exacerbé la fracture au sein d'une société où les élites cultivent le culte de l'enrichissement personnel et de la méfiance vis-à-vis du peuple. Mai 1998 et les mouvements populaires associés ont remis sur le devant de la scène les capacités de légitimation d'une politique par le peuple. Ce message a été clairement perçu par les instances dirigeantes du pays. Le plus grand défi qui se pose actuellement à l'archipel est de savoir marier les diversités qui le constituent dans un esprit de démocratie à l'occidentale. Cette entreprise sera longue, car faite uniquement de concessions et de ruptures. Concessions des classes dirigeantes dans le partage du pouvoir et la redistribution des richesses. Concessions des Javanais pour l'acceptation de cultures et de peuples différents et égaux. Concessions des intégristes vis à vis d'autres religions. Rupture enfin, avec les pratiques autoritaires, voire despotiques, du passé.

Le concept du « vouloir vivre ensemble » de Renan est plus que jamais d'actualité pour cimenter cette entité qui à l'heure actuelle, et sans la bonne volonté de tous les acteurs, porte les ferments d'une possible « balkanisation » de l'archipel.

## BIBLIOGRAPHIE

### Revue hebdomadaire :

Maurice LEMOINE. *Terreur au Timor-Oriental, l'ONU prend son temps*. Le Monde diplomatique, septembre 1999.

Jean-Claude POMONTI. *La crise au Timor-Oriental a provoqué un sursaut nationaliste en Indonésie*. Le Monde du 21 septembre 1999.

Jean-Claude POMONTI. *La popularité du tandem présidentiel indonésien marque une rupture avec le passé*. Le Monde du 22 octobre 1999.

Bruno PHILIP. *La grande peur d'une balkanisation du plus grand archipel du monde*. Le Monde du 08 septembre 1999.

Françoise CAYRAC-BLANCHARD. *Violence contre démocratie en Indonésie. Entre la finance et l'armée*. Le Monde diplomatique, juin 1999.

Romain Franklin. *Suharto, des dollars et du sang. Une prospérité éphémère. L'économie indonésienne en plein naufrage*. Libération, spécial Indonésie du 27 mai 1998.

Solomon KANE. *Un pouvoir central contesté*. Le Monde diplomatique, juin 1999.

### Revue mensuelle :

Henri LABROUSSE. *L'Indonésie puissance archipélagique*. Revue de la défense nationale avril 97.

Jacques De GOLDFIEM. *Indonésie : Vers la démocratie*. Revue de la défense nationale août 1998

### Revue trimestrielle :

Andrée FEILLARD. *L'Islam comme nouvel enjeu dans la politique indonésienne*. Indonésie l'orient de l'Islam. HERODOTE 1998.

Marc PAIN. *Politique de peuplement en Indonésie*. Indonésie l'orient de l'Islam. HERODOTE 1998.

Gabriel DEFERT . *Aux frontières de l'Empire. La gestion indonésienne des marges orientales en rébellion.* Indonésie l'orient de l'Islam. HERODOTE 1998.

Marc PAIN. *Un modèle de l'espace indonésien ? Ruptures intérieures et espaces transfrontaliers.* Indonésie l'orient de l'Islam. HERODOTE 1998.

Denys LOMBARD. *Une autre « Méditerranée » dans le Sud-Est asiatique.* Indonésie l'orient de l'Islam. HERODOTE 1998.

#### Ouvrages :

Aymeric CHAUPRADE. *Introduction à l'analyse géopolitique.* ELLIPSES 1999

Françoise CAYRAC-BLANCHARD. *INDONESIE, l'armée et le pouvoir.* l'Harmattan 1991.

W BACHTIAR HARSJA. *L'intégration nationale et le jeu des idéologies.* L'Indonésie contemporaine . PRISMA L'Harmattan 1996.

SOEDJATMOKO . *Le nationalisme comme modèle d'apprentissage.* L'Indonésie contemporaine. PRISMA L'Harmattan 1996.

François RAILLON. *Indonésie, la réinvention d'un archipel.* La Documentation française 1999.

#### Documents divers :

Livre blanc (extraits) de la défense du gouvernement indonésien (Jakarta, 28 octobre 1995). Source : Ambassade de France à Djakarta.

Le rôle de l'armée indonésienne au 21<sup>e</sup> siècle

*Perspectives indonésiennes.* Revue officielle de l'Ambassade de la République d'Indonésie en France. Edition 1996/1997.

Margo COHEN. *Indonésie une vie de dessous-de-table.* Le temps stratégique.

Rodolphe De KONINCK. *Indonésie.* Flammarion 1995.

Notification conjointe de compromis, en date du 02 novembre 1998, sur le différend entre l'Indonésie et la Malaisie concernant la souveraineté sur PULAU et PULAU SIPADAN. Cour Internationale de Justice.

Rapport d'information 457 du Sénat, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à la suite d'une mission effectuée en Indonésie du 11 au 18 avril 1998.

Rapport spécial de la mission du programme alimentation mondial sur l'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires en Indonésie du 08 avril 1999.